



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
PARIS, LE 19 JANVIER 2009

LABORATOIRE BERTIN, OU LE SAVOIR-FAIRE « Made in France »

La réalisation d'une prothèse dentaire est complexe, tant au niveau du cabinet dentaire qu'au niveau du laboratoire. Elle nécessite de nombreuses étapes pour atteindre et optimiser le résultat qui dépend de compromis anatomiques, morphologiques, cosmétiques et techniques. Il est donc nécessaire, dans l'intérêt premier du patient, d'avoir, pour le praticien, un service de proximité. La prothèse une fois achevée et essayée sur le patient, pourra être ajustée parfaitement par le prothésiste pour son confort. **Exécuter une prothèse reste avant tout un acte médical**, même si une partie des tâches techniques est confiée à des collaborateurs techniciens de laboratoire.

Pour le Laboratoire Bertin, la proximité est un gage de qualité. Le prothésiste et le praticien peuvent échanger, réagir, dialoguer. La prothèse peut, en effet, nécessiter plusieurs ajustements et demander une réactivité optimale du laboratoire.

De même que la proximité, la traçabilité de la prothèse est importante : savoir qui est intervenu, comment a été réalisée la prothèse, et quels matériaux ont été utilisés par le laboratoire ? Que contient la prothèse ? Cette **démarche de suivi, le Laboratoire Bertin la garantit, grâce à ses certifications ISO 9001-2003 et ISO 13485/2003**. Celle-ci a pour objectif l'entière, satisfaction du client. Elle représente pour lui un gage de qualité et de satisfaction et un recours en cas de réclamation ou de litiges.

UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION

Désirs esthétiques, population vieillissante et exigeante des papy boomers, dépistages d'orthodontie systématiques chez les enfants, nouveaux produits de confort et procédés innovants (céramique sur Zircon, prothèse complète transparente, gouttière anti-ronflement, ...), développement fulgurant des implants (fort facteur de croissance des prothèses)... font que le marché de la prothèse est en pleine expansion. **Un marché français de près de 1,2 milliard d'euros pour 5 000 laboratoires et 37 000 dentistes**. Ce même marché est par ailleurs appelé à connaître aujourd'hui une rapide concentration des intervenants qui sont pour la plupart des artisans. La robotique et les techniques informatiques assistées par ordinateur accélèrent les changements des conditions d'exercice du métier et nécessitent des investissements hors de portée pour de très nombreux petits laboratoires.

Pour répondre à cette évolution du marché, **le Laboratoire Bertin rassemble, par région, les prothésistes les plus qualifiés, et s'appuie sur leur savoir-faire mis en valeur et associé à la force d'un groupe structuré** (moyens techniques, logistiques, commerciaux et services).

Le marché français se trouve confronté à une concurrence internationale accrue malgré des problèmes de non-conformité liés aux règles sanitaires françaises (utilisation du plomb, taux d'usure plus élevé, notamment). Ainsi, 25 % environ des prothèses sont importées, principalement d'Asie et des pays du Maghreb.

Pour contrer ce phénomène, la profession réfléchit notamment à un label de qualité européen pour informer, en toute transparence, les patients sur l'origine de leurs prothèses dentaires, malgré le fait que la traçabilité soit obligatoire à compter de 2012.

UNE LÉGISLATION CHIMÉRIQUE

Aujourd'hui, dans le secteur de la prothèse dentaire, la concurrence est rude. La prothèse étrangère, et particulièrement celle venue d'Asie, est un sujet de préoccupation des laboratoires Français, avec environ 25 % de la totalité des actes. Une concurrence qui joue sur ce que coûte la prothèse au praticien qui fait donc s'opposer les laboratoires français ... des autres : Asie, Maghreb, Madagascar, Turquie, Pays de l'Europe de l'Est (Roumanie notamment). Une prothèse à bas prix ... mais pas obligatoirement respectueuse des normes de santé publique en vigueur (plomb) ou de la qualité esthétique et de confort.

Si la directive européenne 93/42 assure la transparence des indications quant à l'origine de la fabrication, à la composition des matériaux, peu de praticiens indiquent réellement sa provenance, peu de patients le demandent d'ailleurs.

La législation française accuse un vide sur ces obligations malgré l'article L. 162-1-9 du code de la sécurité sociale qui prévoit de « permettre au patient de connaître le prix d'achat de la prothèse, son lieu de production et les matériaux de fabrication » ... resté, à ce jour, sans décret d'application.

Pour le Laboratoire Bertin, l'objectif premier est de garantir toutes les étapes suivantes :

- ▶ disponibilité, notamment en période de congés estivaux
- ▶ proximité, réactivité, ponctualité pour répondre à toutes les demandes des praticiens grâce notamment aux services de coursiers
- ▶ traçabilité des matériaux utilisés
- ▶ qualité des prothèses, garantie par deux certifications ISO et une responsabilité civile importante
- ▶ adaptation des services du laboratoire aux contraintes des praticiens
- ▶ délais d'exécution rapides et fiables
- ▶ interlocuteur unique

Mais également dans un très proche avenir, d'amplifier ces critères et avoir ses propres normes Qualité. Le Laboratoire Bertin souhaite devenir un interlocuteur auprès des pouvoirs publics, face au danger que représente cette concurrence quelque peu déloyale. C'est un danger réel, tant au niveau de la santé des patients que pour la stabilité économique des entreprises hexagonales. Le Laboratoire Bertin se mobilise, en exigeant notamment l'application de L. 162-1-9 du code de la sécurité sociale sur la traçabilité tant réclamée par les prothésistes et de s'orienter vers un statut paramédical de la prothèse dentaire.

A PROPOS DU GROUPE BERTIN

Depuis 2003, le Laboratoire Bertin a racheté diverses entités maillant l'hexagone pour se positionner comme le premier réseau dans son secteur en France. Le groupe Bertin compte aujourd'hui 7 sites et près de 200 collaborateurs avec l'absorption en décembre 2008, du laboratoire Languedoc Prothèse. Le CA du Laboratoire Bertin a évolué de 127 K€ en 2003 à plus 7 000 K€ en 2008 et devrait être supérieur à plus de 9 000 K€ pour 2009.